



Natura 2000 et Nous

- un partenariat

LES CONCLUSIONS DE LA CONFERENCE DE BATH - JUIN 1998

Introduction

L'établissement du réseau Natura 2000 de sites protégés constitue un élément important de la politique communautaire en matière de conservation de la nature. Afin de donner un nouvel élan à la mise en oeuvre de Natura 2000, la Commission européenne et la présidence britannique ont organisé une conférence qui s'est tenue du 28 au 30 juin 1998 à Bath, dans le Sud-Ouest du Royaume-Uni.

La création du réseau Natura 2000 a été retardée pour plusieurs raisons. L'une d'entre elles a été la résistance de certains membres des populations locales qui craignent que leurs intérêts sociaux et économiques ne soient menacés par la désignation d'un site.

L'objectif de la conférence a été de favoriser la coopération et la compréhension en réunissant les Etats membres, des chefs d'opinion européens et nationaux et des représentants des acteurs locaux s'intéressant à Natura 2000 en leur fournissant une plate-forme pour l'échange de connaissances et d'expériences et la possibilité de débattre des questions et des problèmes rencontrés.

La conférence a été ouverte par Mme Bjerregaard, membre de la Commission européenne responsable de l'environnement, et M. Meacher, ministre britannique de l'Environnement. M. Fischler, membre de la Commission européenne responsable de l'agriculture, a présenté les propositions de la Commission relatives à la réforme de la Politique agricole commune. Les participants ont également pu entendre des interventions du professeur Dr Jose Guerreiro, ministre portugais de l'Environnement, et de Mme Caroline Jackson, MPE pour le Wiltshire Nord et Bath.

Ces interventions ont été suivies de sessions en ateliers couvrant les problèmes posés par la gestion de certains secteurs socio-économiques et l'examen des mécanismes permettant de résoudre ces problèmes.

Cette édition spéciale du bulletin Natura 2000 résume et illustre les conclusions de cette conférence.

« La conservation de la nature n'est pas uniquement une considération éthique. Elle ne consiste pas seulement à embellir la campagne afin que nous puissions en jouir

durant nos randonnées. C'est une nécessité pratique alors que nous entrons dans un nouveau millénaire. »

« Cette conférence a été préparée, non pas à des fins d'autosatisfactions mais pour essayer sérieusement d'identifier les enseignements

pouvant être tirés des expériences passées et d'exploiter ces enseignements afin de réaliser des progrès importants pour que la liste de Natura 2000 soit efficace au bénéfice de l'homme et de la nature, dans les plus brefs délais. »

Ritt Bjerregaard



« Le principe d'une coopération active avec les gestionnaires et les utilisateurs des terres est le seul moyen nous permettant de répondre aux attentes de Natura 2000 au Royaume-Uni et je pense qu'il y a d'importantes leçons à apprendre en Europe. »

« Vivre en harmonie avec la nature consiste à reconnaître le rôle et les efforts de l'homme pour sans cesse l'adapter et la gérer et à veiller à ce que l'incidence qu'il a sur elle respecte ses forces dynamiques. La raison des désignations est, pour ainsi dire, de planter un drapeau sur le site qui veut dire « Faites attention » et non pas « accès interdit ». »

Michael Meacher



« En comparaison avec le système actuel, les mesures agri-environnementales révisées permettront une meilleure concentration sur les objectifs environnementaux. En raison de leur caractère contraignant, tous les Etats membres devront réfléchir aux meilleurs moyens d'intégrer les considérations environnementales dans leur politique de développement rural. »

« La préservation de l'environnement et la gestion des espaces ruraux peuvent et devraient bien sûr faire partie intégrante de l'adaptation des zones rurales bénéficiant d'un soutien des programmes de développement rural. »

Franz Fischler



Agriculture et nature

L'agriculture durable joue un rôle clé dans la protection des espèces et des habitats. Ceci est étroitement lié aux instruments financiers communautaires.

Les propositions énoncées dans l'Agenda 2000 jouent un rôle central dans l'intégration des questions environnementales dans la Politique agricole commune. Leur succès dépend du soutien sans réserve des Etats membres. Ces débats fourniront également un cadre pour le développement de l'agriculture dans les futurs nouveaux Etats membres.

Points clés

Les agriculteurs réagissent mieux dès lors qu'ils comprennent la **valeur** de leurs terres pour la conservation.

Ils préfèrent **continuer à utiliser ces terres**. Le retrait de la production est moins populaire que les conventions faisant intervenir une gestion par les agriculteurs.

Le besoin se fait sentir de **coordonner au niveau de la base l'utilisation des divers instruments financiers disponibles** (LIFE, mesures agri-environnementales, Fonds structurels et de cohésion).

Des sources alternatives de financement peuvent être développées, telles que les produits à valeur ajoutée et de haute qualité provenant des zones protégées ainsi que le tourisme.

Les agences de l'environnement devraient être associées à la planification et à la mise en oeuvre des mesures, tant locales que communautaires (Fonds structurels, plans de développement rural).

LIFE est complémentaire à d'autres sources de financement et joue un rôle de catalyseur très précieux.

Certaines **questions politiques** doivent être abordées à la lumière des changements potentiels dans le cadre de l'Agenda 2000.



Restauration du biotope en Emilie Romagne, Italie

Dans le cadre de ce projet, l'utilisation d'aides agri-environnementales (règlement 2078) a permis le rétablissement de haies, zones humides, bois, étangs, prairies marécageuses et autres habitats tout en sensibilisant les agriculteurs aux méthodes appropriées de création et de gestion des habitats pour les espèces sauvages.

Photo: R. Tinarelli

Questions politiques

- Le maintien de l'instrument LIFE est considéré comme essentiel.
- Les mesures agri-environnementales devraient jouer un rôle central dans l'évolution de la PAC.
- L'impact de l'abaissement du taux de cofinancement des mesures agri-environnementales de 50 à 25 % prévu dans les nouvelles propositions est un sujet d'inquiétude.
- La possibilité de désigner 10 % de la superficie des Etats membres comme zones défavorisées en ce qui concerne les restrictions environnementales est accueillie favorablement. On regrette toutefois l'absence de référence spécifique à Natura 2000.
- La nécessité d'une évaluation environnementale dans le cadre des nouveaux plans de développement rural et des Fonds structurels est d'une grande importance ; la participation des autorités responsables de l'environnement à cette évaluation devrait rester obligatoire.



Photo: Susanne Forslund

La biodiversité à Stora Alvaret, Suède

Les agriculteurs ont été encouragés à faire paître leur bétail sur des territoires peu attrayants afin de maintenir les habitats « alvar » (assise rocheuse calcaire revêtue d'une mince couche de terre). Ceci a été rendu financièrement viable grâce à un soutien financier du programme agri-environnemental. Le niveau optimal du nombre de bêtes sur les pâturages est fixé au travers du suivi exercé par les agriculteurs.

D'autres travaux de restauration tels que la remise en état des murets contribuent également à accroître l'intérêt et le niveau d'engagement.

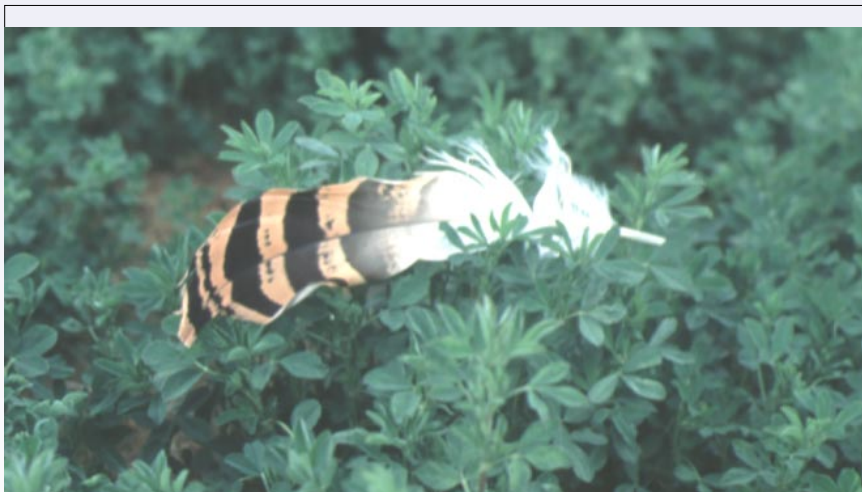


Photo: Jesús Palacios Alberti

La protection de l'outarde barbue en Espagne

Grâce à ce projet, les propriétaires fonciers savent maintenant que leurs terres abritent la concentration la plus élevée d'outardes barbues du monde.

Le retour à la culture sur terres sèches de la luzerne a favorisé l'augmentation des effectifs de cette espèce menacée. Cette culture n'était pas rentable en l'absence d'une aide au titre de la PAC, mais elle est réintroduite dans des zones fréquentées par les oiseaux dans le cadre d'un projet LIFE.

Points clés

L'UE ne s'est pas jusqu'ici fortement impliquée dans la gestion durable des forêts. Les changements de la PAC proposés dans l'**Agenda 2000** offrent une **bonne occasion** de remédier à cette situation.

Les forêts publiques devraient jouer un rôle clé en tant qu'**exemples** de la façon dont la sylviculture peut faire partie intégrante de la gestion durable des sites Natura 2000.

Des **incitations financières** sont nécessaires pour encourager les propriétaires des forêts du domaine privé à adopter des pratiques assurant une gestion durable.

Natura 2000 aura besoin d'un réseau de **réserves forestières anciennes et non exploitées** et de forêts gérées de manière durable.

Les premiers projets de protection des forêts menés au titre de LIFE ont montré que Natura 2000 peut contribuer à l'**établissement de partenariats locaux**.

Photo: Peter Creed/Pisces Nature Photos





Photo: SNH

Restauration des chênaies atlantiques

Les chênaies atlantiques au Royaume-Uni avaient été exploitées d'une manière durable jusqu'au début de ce siècle. Les changements dans le système traditionnel de gestion ont conduit à l'appauvrissement de la biodiversité et à la disparition des avantages locaux procurés par les forêts.

Des « équipes locales de planification opérationnelle », comprenant des propriétaires fonciers, ont été créées pour exploiter les connaissances locales. Ceci a permis d'assurer la mise en oeuvre de solutions efficaces en matière de conservation procurant un avantage maximal aux propriétaires locaux.

Des incitations financières directes ont été fournies par l'Autorité forestière et le projet LIFE. D'autres financements locaux et communautaires ont été utilisés pour rémunérer la main-d'oeuvre qualifiée chargée de la restauration des forêts.



L'utilisation de personnel local possédant des connaissances du milieu local est importante. En Ecosse, la crédibilité a été renforcée par le recours à des spécialistes respectés qui ont établi des plans de gestion des cerfs.

La révision régulière des plans avec les acteurs locaux est importante.

Les écureuils volants de Nuuksio, Finlande

Les écureuils volants étaient menacés par les opérations d'exploitation du bois.

Au début, les propriétaires fonciers ignoraient pratiquement tout des écureuils et il y avait un manque de connaissances scientifiques.

Les activités de recherche ont fourni une image plus claire de leurs habitats et de leurs besoins comportementaux. Cette information a été utilisée pour élaborer un guide de gestion forestière, avec la participation active des organisations de propriétaires fonciers. Ceci a contribué à assurer leur acceptation des recommandations.

Un plan général pour l'utilisation future des sols dans la zone de Nuuksio a été préparé par un groupe qui comprend tous les secteurs intéressés. Des réunions publiques ont également été organisées. Ce plan fournit un schéma pour l'intégration de la protection de la nature, des activités récréatives et de l'éducation en matière d'environnement.

Photo: Finnish Forest and Parks Service

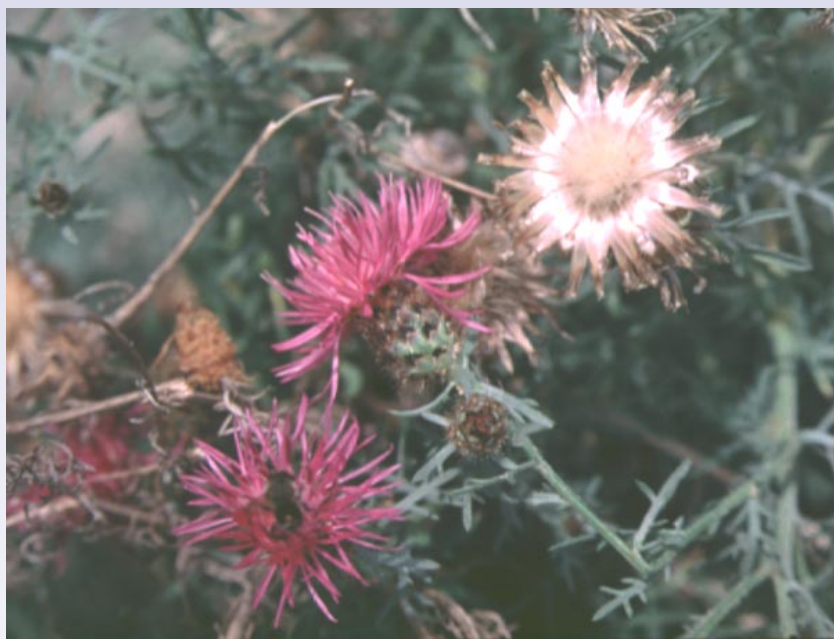


Photo: Georges de Maupeou

Chênaies méditerranéennes

Les activités de gestion menées dans le cadre de ce projet français LIFE ont mis en valeur ces anciennes forêts, réduit les risques d'incendie et amélioré leur valeur sur le plan de la conservation tout en permettant la production de bois d'oeuvre et de viande.

La pâture maintient les habitats dégagés pour les oiseaux qui fréquentent les prairies non closes et fournit un emploi aux bergers qui jouent également un rôle en matière de prévention des incendies.

Le tourisme et les activités récréatives perturbent les oiseaux et certaines activités humaines. Travaillant ensemble, les autorités locales et les organisations de défense de l'environnement se sont rendu compte qu'elles doivent collaborer pour fixer des objectifs réalistes.

Des moyens ont maintenant été trouvés pour réduire les perturbations à un niveau acceptable tout en permettant le maintien des activités touristiques.

Tourisme et nature

Le tourisme connaît actuellement un essor plus rapide que les autres secteurs dans la CE.

Les principaux bénéficiaires comptent sur la qualité de la nature pour attirer les visiteurs. Ils sont donc des partenaires potentiels au sein des projets de conservation de la nature.

Cependant, l'accroissement du tourisme résultant de l'amélioration des infrastructures et de la qualité des sites peut être préjudiciable à l'environnement. La gestion des activités touristiques s'avère donc nécessaire.

Le tourisme peut également modifier les conditions économiques de la zone en encourageant l'abandon d'autres formes traditionnelles d'occupation du sol.

Une vision solide de la façon dont le développement local devrait avoir lieu est nécessaire, laquelle doit tenir compte des questions de planification, de financement, de suivi, de marketing et d'intégration dans d'autres secteurs et reposer sur une vaste consultation des populations locales.

Les diverses raisons pour lesquelles les gens se livrent à des activités de loisirs devraient être prises en compte et les utilisateurs des équipements de loisirs devraient être consultés.

Points clés

En tant que source de revenus et d'emplois, **le tourisme peut contribuer à la préservation des écosystèmes**, en fournissant un motif économique de le faire. La qualité de la vie est améliorée par la visite de sites attrayants et intéressants, ce qui incite à les préserver.

Natura 2000 peut contribuer au tourisme en améliorant la qualité des sites et, *par là*, la satisfaction des touristes.

Le tourisme devrait être **incorporé** dans l'aménagement des sites Natura 2000 dans la perspective d'un développement durable.

Le tourisme peut déterminer l'avenir de l'ensemble de la zone, en particulier dans les espaces fragiles.

Les sites Natura 2000 ont besoin d'une stratégie de **contrôle des touristes**, reposant sur l'emploi d'instruments d'aménagement et de gestion.

Les avantages et les coûts doivent être partagés de manière équitable entre toutes les parties au niveau local.

Des priorités doivent être fixées pour **l'investissement des ressources**.

La propriété du site facilite l'intégration de la nature et du tourisme, en permettant d'utiliser les bénéfices retirés de l'un pour couvrir les dépenses occasionnées par l'autre.



Photo: National Park of Circeo

Les dunes littorales de Circeo, Italie

Les dunes littorales de Circeo subissent une érosion due principalement au fait que les visiteurs piétinent la végétation. Des projets LIFE antérieurs ont essayé d'enrayer l'érosion par des moyens techniques (brise-vent, barrières, replantation, etc.), mais cette approche n'a pas permis de résoudre tous les problèmes.

Il a été envisagé de canaliser les visiteurs en fermant une route le long des dunes et en construisant un parc de stationnement d'où une navette assurerait le transport des visiteurs à/et de la plage. Ce projet s'est heurté à l'opposition des politiciens locaux, notamment parce qu'il aurait empêché les vendeurs du bord de route de vendre leurs produits aux touristes.

L'enseignement tiré est que, dans les projets qui affectent les moyens d'existence, il faut parvenir à l'avance à un consensus avec toutes les personnes concernées.



Photo: Fédération des Parcs naturels Régionaux de France

La Charte pour un tourisme durable

Cette charte vise à instaurer un étroit partenariat entre les organismes ayant pour but la conservation de la nature, l'industrie touristique et les populations locales.

Dix principes pour un tourisme durable ont été identifiés. Ces principes sont acceptés pour les entreprises du secteur touristique, dont les hôtels, les restaurants, les agents de voyages et les guides, ainsi que par les organismes de conservation de la nature, qui ont signé la charte.

Les principes comprennent une référence à la gestion de l'impact du tourisme tout en utilisant ce dernier pour contribuer à la conservation et pour soutenir l'économie locale.

Chaque entreprise élabore un plan d'action sur la base des principes convenus.

Photo: Richard Denyer

Natura 2000 dans la New Forest, Royaume-Uni

Cette zone enregistre 17 millions de visites par an. Un grand nombre des habitants de la zone dépendent de la forêt pour leurs moyens d'existence. Le tourisme est le plus grand créateur d'emplois.

L'avenir des habitats, qui attirent les touristes, dépend du maintien d'une économie pastorale reposant sur un petit groupe vulnérable de personnes ayant droit de vaine pâture qui vivent et travaillent dans la forêt mais qui ne bénéficient pas directement du tourisme.

L'impact des visiteurs est intense, mais localisé. Le partenariat dans le New Forest Partnership, qui réunit les usagers du droit de vaine pâture et d'autres groupes, vise à restaurer et à préserver les habitats par une meilleure répartition et gestion saisonnière et spatiale des activités récréatives.

Photo: Sue Everett

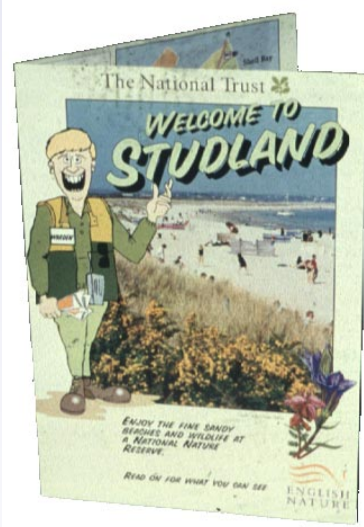


Photo: The National Trust

Gestion de l'accès à l'île de Purbeck, Royaume-Uni

Ce site, qui attire plus d'un million de visiteurs par an, appartient au National Trust (Société pour la protection des sites et des monuments). C'est à la fois une destination touristique populaire et une zone naturelle riche et variée. De bonnes méthodes de gestion ont conduit à un accroissement du nombre des visiteurs.

Un comité spécial a été créé, en tant que partenariat entre les autorités locales, les conseils paroissiaux et les autres organismes concernés. Ce comité a préparé en consultation avec la population locale une stratégie intitulée « Préservons Purbeck comme lieu spécial »,



Les revenus tirés du stationnement des voitures, de la location de cabines de plage, des ventes au détail et du franchisage couvrent largement les frais de gestion.

Une stratégie a également été élaborée pour faire face aux embouteillages et aux problèmes de stationnement et pour gérer les activités nautiques.

Zone humide de Liminganlahti, Finlande

En accord avec les chasseurs locaux, diverses méthodes de réglementation de la chasse ont été introduites : fixation de plafonds pour le nombre de permis délivrés aux visiteurs et d'animaux pouvant être prélevés, périodes de fermeture et périodes de protection pendant l'époque de la chasse. Ces mesures sont complétées par la délimitation de zones qui doivent être « libres de toute perturbation ».

Une zone protégée par la loi et une autre zone faisant l'objet d'une protection volontaire ont été établies, également avec le soutien des chasseurs.

Les possibilités de chasse s'améliorent à l'extérieur des refuges par suite de l'accroissement des effectifs d'oiseaux présents toute l'année.

Cette zone subit également d'autres pressions et une étroite coopération avec les propriétaires fonciers, les agriculteurs et les forestiers, alliée à l'utilisation coordonnée de divers financements communautaires, a rendu la conservation de la nature plus acceptable pour la population locale. Les chasseurs ont joué un rôle, par exemple, en fournissant une assistance dans les espaces ornithologiques.

Tous les groupes ont élaboré ensemble un plan de gestion durable couvrant les zones de protection, l'écotourisme, les réserves de gibier ainsi que la chasse.

Points clés

La chasse est une activité légitime au titre de la directive « Oiseaux » et ne doit pas être interdite a priori sur les sites Natura 2000.

S'agissant de la directive « Habitats », il est très improbable que la chasse au gibier cause des problèmes, exception faite pour un petit nombre d'espèces.

En ce qui concerne la directive « Oiseaux », la question est plus complexe et nécessite des études site par site.

La chasse durable est un outil de gestion possible.

Il existe un éventail de techniques de gestion possibles susceptibles de procurer des avantages aux espèces et aux chasseurs (**scénario « chacun est gagnant »**).

Les objectifs de la conservation peuvent toutefois résulter de la **limitation des activités de chasse.**

Tous les intéressés, y compris les chasseurs, devraient participer à l'élaboration des **plans de gestion.**

La chasse sur l'El Hondo, Espagne

La chasse au gibier à plume est une activité traditionnelle à El Hondo. Le nombre des oiseaux tués est tombé de plus de 30 000 dans les années 60 à 6 550.

Un plan d'action à deux étapes a été élaboré.

Au cours de la première phase, des restrictions ont été introduites progressivement en ce qui concerne le nombre des chasseurs, la superficie des aires de chasse et la durée de l'époque de chasse. Des restrictions d'urgence ont également été imposées en cas de sécheresse, d'inondation, de maladies, etc.

Au cours de la deuxième phase, un plan de gestion standard a été élaboré qui a fait intervenir les chasseurs de même que les spécialistes des différentes espèces concernées et les autorités responsables de la conservation. Des plans pour la protection de certaines espèces, telles que *Marmaronetta angustirostris* ont également été préparés.

Des indemnités ont été versées aux propriétaires fonciers pour qu'ils maintiennent le niveau de l'eau au niveau optimal nécessaire pour les oiseaux.

La stratégie adoptée par les autorités repose sur la nécessité d'arriver à une solution fondée sur le consensus, toutes les parties concernées étant impliquées dans les décisions finales. Malheureusement, il n'a pas été possible jusqu'ici d'obtenir un consensus total pour l'action.

Photo: José L. Echevarriás





Photo: FACE

**FACE –
Fédération des
Associations
de Chasseurs
de l'UE :
études de cas**

Environ 90 % des espaces naturels et semi-naturels de l'Europe sont utilisés pour la pêche et la chasse à des fins récréatives. Les chasseurs peuvent jouer un rôle important dans la protection des marais, des cours d'eau et des estuaires contre la pollution et la surexploitation et dans les activités de recherche sur la gestion et la biologie du gibier à plume.

Dans le Pas-de-Calais, en France, une zone humide précieuse était menacée

par l'envahissement par la végétation et l'assèchement dû au drainage agricole. Elle a été acquise par un propriétaire privé comme habitat pour la bécassine, mais également pour la chasse limitée à la bécassine.

A Lindisfarne, au Royaume-Uni, l'association des chasseurs et l'organisme de conservation de la nature sont tombés d'accord sur un refuge qui couvre 40 % de l'ancienne aire de chasse. Un système de délivrance de permis limite le niveau de chasse et permet d'assurer que seules les personnes responsables sont autorisées à chasser.

La gestion de la chasse et du gibier peut être bénéfique aux espèces n'appartenant pas au gibier et accroître par ailleurs les effectifs du gibier à plume, comme le montrent les exemples britannique et danois. La biodiversité a également augmenté.

Photo: BASC

ZPS humide danoise

Un réseau de réserves est en cours de mise en place qui protégera les populations vulnérables et fournira des sites d'étape et d'hivernage pour le gibier d'eau.

Une aire libre de toute perturbation est complétée par une zone à l'intérieur de laquelle certaines activités récréatives et la chasse sont réglementées.

Les possibilités de chasse à l'extérieur des refuges s'amélioreront par suite de l'accroissement des effectifs d'oiseaux (scénario « chacun est gagnant »).

Un groupe d'utilisateurs locaux a été mis en place pour donner des conseils sur la délimitation, le zonage et la réglementation. Des audiences publiques sont organisées et il existe une procédure d'arbitrage. Ce groupe se réunit une fois par an avec l'Agence des forêts et de la nature.



La valeur de Natura 2000

Les gens comprennent-ils les objectifs de Natura 2000 ? Ils ne le considèrent peut-être pas comme un réseau susceptible d'échouer si une partie n'est pas réalisée.

Les objectifs de la conservation doivent être à l'avant-plan et devraient être clairs et simples.

Les avantages potentiels des mesures de conservation pour les populations locales devraient être clairs : un meilleur environnement, des possibilités d'emploi, un but, un sentiment de réussite.

Il faut tenir compte des aspirations locales – économiques, éthiques, qualité de la vie – de même que des besoins de la conservation.

Points clés

Que voulons-nous communiquer ?

- la valeur de la conservation de la nature
- les objectifs du réseau Natura 2000
- les rapports entre Natura 2000 et les valeurs locales concernant la nature.

Avec qui voulons-nous communiquer ?

- les acteurs et intéressés locaux dont le soutien est indispensable au succès de la mise en oeuvre du projet.

Comment pouvons-nous communiquer le mieux ?

- Adapter le niveau de détail au groupe cible. Parfois, les messages simples sont les meilleurs.
- Veiller à ce que la population locale fasse du projet le sien.
- Exploiter les intérêts, préoccupations et attentes locaux concernant les questions économiques, environnementales et éthiques.
- Refléter des valeurs qui sont honnêtes, transparentes, simples et attrayantes.
- Adopter un comportement proactif de même que réactif.

Etudes de cas

Le **projet L'Ours autrichien** dépend de l'acceptation par le public – aucun autre facteur n'est aussi décisif pour la protection réussie de cette petite population. Le projet s'est donc concentré sur la construction de structures permettant à la population locale de se mettre à tout moment en rapport avec une personne de contact (appelée « avocat pour ours ») en cas de problème causé par les ours, laquelle donne des conseils sur la façon de s'occuper des ours. Cette structure confère une sécurité en cas de dégâts (indemnisation) et en cas d'apparition d'ours susceptibles de devenir des fléaux (la priorité absolue est accordée à la sécurité des gens et si leur vie est en danger, les ours concernés sont abattus). Toute cette information a été communiquée par divers moyens (battage médiatique) et a permis de persuader les gens que les organismes de protection sont présents et tiennent compte des préoccupations du public.

Naviguer avec la nature démontre la valeur d'une information ciblée. Les écoliers sont sensibles à un matériel publicitaire simple et bien présenté et absorbent facilement l'information ainsi diffusée. Les jeunes adultes ont quant à eux bénéficié d'un programme de formation en matière d'environnement. Les propriétaires de bateaux doivent disposer de conseils clairs quant aux effets que leurs actes sont susceptibles d'avoir sur l'environnement local. Un projet de démonstration de gestion des déchets s'est avéré utile. Une information générale telle que les cartes d'identification des oiseaux contribue à accroître l'intérêt du public pour la conservation.

Protection des oiseaux et des emplois dans la péninsule de Yyteri, en Finlande, montre la valeur des contacts personnels dans une atmosphère conviviale, en évitant toute impression de bureaucratie. Il est important de consulter à l'avance la population locale et de tenir compte de ses préoccupations. La plupart des gens réagissent bien à une discussion avec une personne en laquelle ils ont confiance. La recherche et la volonté de parvenir à un compromis est un élément important.

Photo: Ursula Schnelder



Qui sont les acteurs locaux ?

Des efforts positifs doivent être faits pour identifier le public cible.

Les personnes qui ne sont pas incluses accidentellement peuvent devenir des opposants actifs.

Une consultation et une participation à un stade précoce sont essentielles. Des groupes d'intérêt imprévus peuvent émerger durant les premiers stades.

Il ne faut pas présumer que tous les gens ont les mêmes préoccupations – différents groupes nécessitant des approches différentes peuvent être identifiés.

Moyens de communication

Différentes méthodes de diffusion de l'information pourraient être utilisées :

- Réunions formelles
- Contacts directs
- Contacts scolaires
- Ecrits
- Communiqués de presse
- Cassettes vidéo
- Centres de visiteurs
- Internet
- Multimédia.

Choisissez la méthode en fonction du groupe cible.

Mettez-vous en rapport avec les groupes d'intérêt ainsi que les particuliers

- Gouvernement local
- Autorités chargées de l'éducation
- Coopératives
- Groupes de pression et représentatifs
- Organisations de jeunesse
- Groupes d'action en faveur de la conservation

Des détails trop nombreux peuvent aller à l'encontre du but recherché. Ne compliquez pas les choses !

Les actions devraient être évaluées. Les enquêtes facilitent l'évaluation de la valeur des différentes initiatives. Des coupons-réponses payés et des mesures incitatives telles que des billets gratuits à une manifestation connexe accroîtront le taux de réponse.

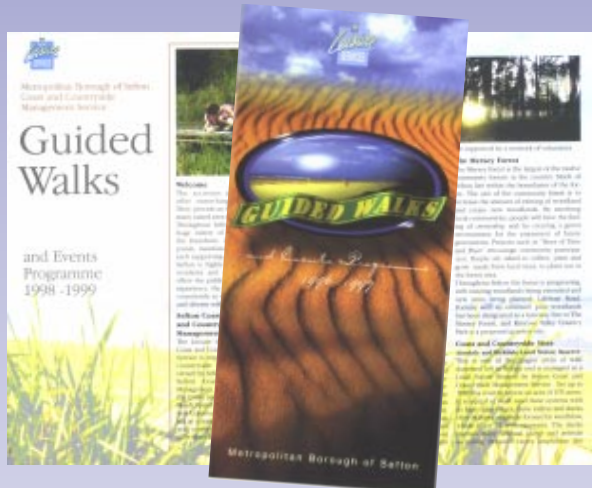


Photo: Fédération des Parcs naturels Régionaux de France



Sefton Coast Project



The Sefton Coast in North-East England is the largest a dunes in England and is important at the international level. In 1995 the three main conservation land managers, English Nature (the UK's national nature conservation agency), the National Trust (the UK's largest charity) and Sefton Metropolitan Borough Council (the Local Authority) have agreed to develop a nature conservation dune area. The project will run from 1995 to 1999. Through this project we wish to share our experience with dune system managers througho

CONTENTS	
Coastal Management	Project Objectives
Research and Survey	Species Section
About Project Staff	Intertidal Archaeology
Location Map	Links/Links Newsletter

(International Dune Symposium 1998 Full details)

Location map has full info on National Nature Reserves

Sefton Coast Life Project
 Forby Council Offices
 Freshfield Road
 Forby
 L37 3BG
 Tel. (+44) 0151 934 2959
 Fax. (+44) 0151 934 2955
 Email: life@scmc.vt.net

If you wish to be notified when this site is next please mail to the address given above
 Last Updated 6/7/98



Partenariats

Il est important que les gens se sentent impliqués et aient l'impression que leur opinion compte.

Les groupes de travail composés de groupes d'intérêt tels que les chasseurs, les pêcheurs, les agriculteurs et les propriétaires fonciers, ont un effet de rapprochement et facilitent la coopération pour la réalisation d'un objectif commun.

Le grand public a également un rôle à jouer et peut constituer un allié très utile.

Une consultation devrait avoir lieu périodiquement, en particulier en cas de modification des plans.

Les cours de formation peuvent renforcer l'engagement et la coopération entre différents groupes.

Médiateurs

Le rôle des médiateurs a été mis en lumière dans les trois projets. Ceux-ci peuvent participer, par exemple, aux comités locaux, aux groupes consultatifs et aux réunions publiques.

Les représentants élus localement jouissent généralement d'une très bonne crédibilité auprès de la population locale.

Les responsables des projets devraient également jouer un rôle de médiateur.

Les scientifiques ne sont pas toujours les personnes les plus appropriées pour présenter un argument. Il pourrait être utile de faire appel à des personnes possédant des compétences en matière de communication, par exemple des journalistes locaux.

Points clés

Tous les intéressés au niveau local devraient être associés à un stade précoce et à toutes les phases du processus.

La participation de représentants élus localement et de gestionnaires de projets spécialisés est cruciale pour une interaction efficace entre les acteurs.

Les gens ne sont pas tous de bons communicateurs. Des personnes dotées de **compétences spécifiques** en matière de communication devraient être utilisées.

L'exercice devrait être un partenariat réel, prenant en considération les préoccupations de toutes les parties, chacun étant disposé à transiger.

Le processus de participation des acteurs locaux nécessite des **ressources** considérables, en termes de temps et d'argent.

Un soutien financier accordé au titre de **LIFE** est utile pour le lancement de projets ou pour l'investissement de capitaux. Cependant, pour les efforts de conservation à long terme, d'autres sources de financement devraient être utilisées pour assurer un développement durable à l'avenir.

La meilleure source de messages est constituée par les pairs, c'est-à-dire l'approche dite « ascendante ».

Des incitations financières durables doivent être offertes aux populations locales. Idéalement, les acteurs locaux devraient avoir une participation financière dans les projets eux-mêmes.

Mesures de conservation en faveur des ZSC marines au Royaume-Uni

La façon dont un message est transmis est aussi importante que le message lui-même. Un message émanant des pairs a davantage de poids qu'un message de source officielle. Par exemple, dans les ZSC marines au Royaume-Uni, une brochure d'information produite par leur propre association a eu un bon effet sur les attitudes des plaisanciers. Le choix du moment pour la diffusion du message est également important. S'il est diffusé trop tôt, il semble que les mesures sont imposées. S'il est diffusé trop tard, le retard peut être une source d'irritation.

Photo: Sea Turtle Protection Society

Protection de la tortue de mer en Crête

Même si les propriétaires fonciers ne vivent pas localement, ils doivent être associés aux activités de planification. Certains individus ne sont pas normalement domiciliés, comme les touristes qui visitent les plages où cette tortue niche, mais ils peuvent jouer un rôle important pour ce qui est d'influencer l'opinion. Les volontaires (comme ceux qui sont employés pour relocaliser les nids de tortues) peuvent être importants au niveau de l'établissement des communications.



Préservation du patrimoine naturel de Droneon

Des travaux de base doivent être menés avant d'élaborer un plan de gestion, afin de comprendre les exigences techniques et la répartition de l'occupation des sols. Dans ce projet, les registres fonciers ont montré que 80 % de la superficie était occupée par des terrains communaux. La priorité a été accordée aux terrains communaux écologiquement intéressants du fait que l'accès y était plus facile. Les incitations financières ont constitué la meilleure forme de motivation pour les agriculteurs et les politiciens.

Aménagement sur les sites Natura 2000 : l'industrie d'exploitation des carrières dans la CE

L'extraction des agrégats constitue une importante utilisation des sols qui peut avoir un impact majeur sur les habitats locaux.

L'Union européenne des producteurs de granulats a présenté un plan de collaboration qui peut aider à éviter les conflits.

Les autorités publiques devraient veiller à la transparence de leur procédure de sélection des sites et au respect des définitions des zones. Les études socio-économiques faciliteront cette tâche. Les prix environnementaux octroyés aux entreprises encouragent l'adoption d'attitudes responsables.

Les promoteurs devraient considérer les études d'impact comme un investissement et se laisser volontiers conseiller par les experts. Ils devraient être disposés à expliquer leurs plans de restauration et encourager un développement durable.

Il est nécessaire de respecter les responsabilités financières et de prendre en considération les intérêts privés de même que ceux de la collectivité.

L'exemple de Chambeon, en France, où un million de tonnes sont extraites chaque année tout en soutenant une large variété d'espèces endémiques et migratrices, a été utilisé.

Points clés

Le changement est un fait habituel sur les sites Natura 2000. Il provient d'une variété de sources, y compris les changements naturels, les aménagements et les travaux de restauration.

L'article 6 de la directive « Habitats » prévoit un **mécanisme innovateur** pour faire face au changement et un cadre pour assurer un équilibre entre les intérêts écologiques et socio-économiques.

Certains concepts énoncés dans l'article 6 **sont mal compris** et nécessitent une clarification supplémentaire à la lumière de l'expérience.

Assurer le **juste équilibre** entre les intérêts écologiques et socio-économiques pourrait s'accompagner d'un coût.

Le soutien du public, reposant sur de bonnes informations, est essentiel. Des conflits surgissent souvent en raison de l'absence **d'informations claires**.

L'acceptation par le public pourrait constituer le principal tournant. Les gens prisent-ils suffisamment la nature pour être prêts à payer davantage pour l'eau, la nourriture ou les logements ? Sont-ils conscients des possibilités ?

Il y a une tendance naturelle à s'opposer au changement et, partant, un besoin de montrer les **avantages procurés par le changement**.

Changement naturel : gestion des processus littoraux

Un littoral subissant une érosion présente des problèmes de gestion pour **l'Agence britannique de l'environnement**.

Il y a plusieurs options d'action, mais chacune a ses propres problèmes. L'enlèvement des ouvrages de défense peut être bénéfique pour les sites Natura 2000 en bordure de la mer, mais préjudiciables aux sites à l'intérieur des défenses existantes. Le maintien des défenses donne lieu à un phénomène de « compression » côtière.

Il sera nécessaire d'indemniser les propriétaires fonciers qui perdent des terres : il s'agira principalement de pâturages absorbés par la zone intertidale. Cependant, d'autres intérêts économiques pourraient influencer les décisions de protéger les terres menacées.

Des mesures compensatoires pour remplacer les habitats d'eau douce perdus seront également nécessaires et pourraient être coûteuses.



Changements imposés par la directive « Habitats » : le projet MARS

La restauration de l'estuaire de la Schelde entre la Belgique et les Pays-Bas au travers du **projet MARS** s'est heurtée initialement à une résistance. L'estuaire est l'entrée du port d'Anvers et l'accroissement de la sensibilisation à la conservation a été considéré comme potentiellement préjudiciable au développement économique.

Une stratégie de communication faisant intervenir à un stade précoce la consultation de toutes les parties a facilité l'intégration des intérêts.

Une collaboration très étroite entre des scientifiques de l'environnement et des ingénieurs possédant une connaissance de la dynamique d'un estuaire sous l'influence des marées a été essentielle.

La reconnaissance politique du projet a été facilitée par le fait que celui-ci est un projet de coopération entre deux pays qui bénéficie du soutien financier de la CE. La démonstration de la valeur des terres remises en état comme aire de retenue d'eau, avec un accroissement de la sécurité, de la transformation des éléments nutritifs, de la sédimentation, etc., a constitué des arguments économiques convaincants pour le projet.

Agenda 2000

Les propositions présentées dans l'**Agenda 2000** faciliteront l'intégration des politiques environnementales dans la politique de développement rural si elles sont adoptées par les Etats membres. Un soutien précieux pourrait être fourni aux investissements non rémunérateurs tels que la restauration de la nature.

L'absence d'une **référence spécifique à Natura 2000** dans les nouveaux fonds de développement rural mine la perception publique de l'engagement de l'Union en faveur de celui-ci.

Les objectifs des instruments financiers communautaires peuvent changer et il ne faut pas compter sur eux pour un soutien à long terme.

Points clés

LIFE est le principal instrument spécifique au niveau de la CE et s'est révélé être un bon catalyseur pour le lancement de projets réunissant différents partenaires. Il peut accorder un soutien financier pour des terres qui n'ont aucune valeur économique intrinsèque.

LIFE ne fournit pas un **soutien financier à long terme**. D'autres sources sont nécessaires pour fournir des incitations financières s'inscrivant dans la durée.

Un large éventail d'autres instruments communautaires peuvent fournir une contribution, bien que leur objectif principal ne soit pas la conservation, et ils ont tendance à être sous-utilisés.

Les Etats membres ont fait peu d'efforts pour estimer les **coûts additionnels liés à la mise en oeuvre de Natura 2000**, notamment en ce qui concerne l'article 8 de la directive « Habitats ».

Une plus grande efficacité peut être assurée par la **coordination des actions au titre de différents instruments**, tels que LIFE, le règlement 2078 et les Fonds structurels.

Les initiatives privées et un financement local contribuent à accroître la sensibilisation et complètent les dépenses publiques.

Les produits peuvent acquérir une **valeur ajoutée** au travers de leur association avec des systèmes considérés comme respectueux de l'environnement.

L'autonomie financière devrait être le but à long terme.

La répartition équitable des ressources entre les différentes catégories de participants est importante.

Des plans de gestion efficaces et clairs permettent de mettre en évidence les activités qui peuvent continuer et d'optimiser l'utilisation des ressources.

Photo: Ursula Schnelder





Photo: RNOB

Le système de contribution des visiteurs encourage les touristes à aider à la conservation des sites au moyen d'une contribution volontaire en espèces ou en nature. Les méthodes possibles comprennent les suppléments aux notes, les dons, les abonnements, les cotisations de membres, les actions de parrainage et le marchandisage.

La méthode utilisée devrait être facile à mettre en oeuvre et être fortement promue en accordant une grande attention aux détails. Les études de marché sont importantes et les revenus devraient faire l'objet d'un suivi afin d'évaluer la valeur des méthodes. Le retour de l'information des visiteurs devrait être assuré au moyen d'enquêtes et de questionnaires.

RNOB – Vie avifaune, Belgique a décrit comment les contraintes nationales encouragent les écologistes à accorder la priorité à l'acquisition de terres. Cette opération est coûteuse de sorte qu'il est nécessaire de trouver des sources de financement complémentaires.

Lorsque cela est possible, la gestion des terres est confiée aux agriculteurs afin qu'elles ne soient pas retirées de la production, mais qu'elles continuent de contribuer aux revenus. Ceci encourage les agriculteurs à contribuer aux travaux de conservation et réduit les frais de gestion périodiques de la RNOB.

La beauté naturelle de certaines régions attire les touristes, qui contribuent ainsi à l'économie locale. Cependant, ce ne sont pas toujours les agences et les organisations de protection de la nature qui en bénéficient financièrement – les hôtels et les magasins peuvent être les principaux bénéficiaires.

La RNOB a obtenu un concours des Fonds structurels, mais la façon dont les objectifs des Fonds sont interprétés par les autorités régionales a causé certains problèmes.

Photos: À DROITE H.W. Silvester
DESSOUS À DROITE Ursula Schnelder

Le projet Rhön a montré comment différents instruments (LIFE, LEADER, FEDER/FSE, règlement 2078) ont été utilisés en synergie, sur la base d'un plan d'action intégré soutenu par toutes les autorités régionales et identifiant tous les partenaires participant au financement, pour assurer la restauration et la préservation d'un paysage non clos dépendant de types spécifiques de pâturage mais menacé par l'abandon de l'agriculture. Ce paysage est également l'une des principales attractions touristiques.

Le projet a également souligné l'importance de la production d'un revenu tiré des terres, ce qui a été traduit en sous-projets de commercialisation de productions animales spécialisées, avec des marques claires, d'édification de réseaux permettant aux agriculteurs locaux d'approvisionner les hôtels et les restaurants locaux accueillant les visiteurs et de formation des agriculteurs afin qu'ils puissent faire office de guides de la nature.

Un marketing approprié permettra aux consommateurs/touristes d'avoir le sentiment qu'ils soutiennent la nature lorsqu'ils achètent ces produits.

Ce projet illustre comment LIFE peut servir de plate-forme permettant de réunir différentes autorités gérant différents fonds pour qu'elles contribuent à la réalisation d'un objectif commun, chacune selon sa mission.



- Les individus font partie intégrante de Natura 2000 et il faut leur donner le sentiment qu'ils sont membres du **partenariat** dès le début.
- Les exigences en matière de gestion doivent être **acceptables** pour les populations locales. Cela ne se produira que si **les emplois et les revenus** sont préservés.
- Les développements doivent également être **économiquement durables**.
- Une priorité élevée doit être accordée à **la communication** avec les populations locales à tous les stades.
- Les individus doivent être convaincus de la **valeur et de l'importance** des mesures.
- L'approche dite « **ascendante** », c'est-à-dire la démarche selon laquelle l'initiative est prise par des individus issus d'un ou de plusieurs groupes d'intérêt locaux, est celle qui a les plus grandes chances de réussir.
- Un **équilibre** doit être établi entre les intérêts économiques, sociaux et écologiques.
- L'article 6 de la directive « Habitats » prévoit un **mécanisme innovateur** pour la gestion du changement et un cadre pour l'instauration d'un équilibre entre les intérêts écologiques et socio-économiques.
- **Les plans de gestion** constituent d'excellents outils pour faire face au changement.
- **LIFE-Nature** est un important catalyseur pour la mise en place de projets.
- **Les instruments financiers communautaires** existants ne sont pas pleinement exploités. Ils peuvent être mutuellement complémentaires, mais leur utilisation n'est souvent pas coordonnée de manière adéquate.
- D'autres sources de financement, à plus long terme, devraient être utilisées **pour assurer la poursuite du projet**.
- Des **ressources** doivent être affectées pour couvrir les coûts de la participation des populations locales.
- Les **réformes** de la PAC, etc. devraient être mises à profit pour assurer une meilleure intégration des politiques environnementale et autres

La réussite dépend de la capacité à

- attirer **l'attention** des gens,
- stimuler leur **intérêt**,
- faire naître en eux un **désir** d'être associé,
- les inciter à **agir**.

Photo: Fiona Marchant



NATURA 2000 ET NOUS – UN PARTENARIAT

Les discours et résumés de la Conférence sont accessibles sur le site Internet de la DG XI: <http://europa.eu.int/en/comm/dg11/nature/home.htm>

Cette édition spéciale du Bulletin Natura 2000 a été réalisée et produite par l'unité de Protection de la nature de la Direction Générale de l'environnement de la Commission européenne avec le concours de Ecosystems LTD, Bruxelles.

Cette lettre d'information n'exprime pas forcément l'opinion officielle de la Commission Européenne. Toute reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, à condition de citer la source.

La lettre d'information paraît trois fois par an et est disponible en anglais, français et allemand. Pour la recevoir, communiquer votre nom et adresse à la DG XI.D.2, TRMF 02/04, Commission Européenne, 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles. Fax: +322 296 9556.

Design: The Nature Conservation Bureau Ltd, Royaume-Uni.

Imprimée sur Cyclus®Print 115gr/m²
100% papier recyclé par Information Press, Royaume-Uni.



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
L-2985 Luxembourg